

# Pierre Brochand (ex-DGSE): «Nous subissons une immigration sans précédent»

---

Eugénie Bastié

Publié le 24/03/2022 à 20:21, mis à jour à 14:26

**ENTRETIEN EXCLUSIF - L'immigration de masse que vit la France depuis des décennies a créé des groupes culturels distincts dans notre pays, estime Pierre Brochand. Il juge que l'Europe est la seule partie du monde à nier l'importance de l'homogénéité culturelle, et plaide pour un changement de cap complet de nos politiques publiques.**

*Pierre Brochand a été directeur général de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) de 2002 à 2008, ainsi qu'ambassadeur de France, notamment, en Hongrie et en Israël. Il est intervenu lors d'un colloque de la Fondation Res Publica sur le thème: «Pour une véritable politique de l'immigration».*

**LE FIGARO.-** A l'automne dernier, l'immigration semblait prendre une place centrale dans la campagne présidentielle. Le sujet est aujourd'hui éclipsé par la guerre en Ukraine et le pouvoir d'achat. Pourquoi selon vous ce thème de l'immigration avait-il réussi à se frayer un passage dans le débat?

**Pierre BROCHAND.-** Il est vrai que, pendant quelques mois, à la fin de l'année dernière, on a davantage «parlé» d'immigration. A mon sens, pour deux raisons. D'une part, le temps passant et le phénomène s'amplifiant, il s'est avéré de plus en plus difficile - selon la formule de Péguy, désormais consacrée - d'empêcher

les Français de «voir ce qu'ils voient». D'autre part, une personnalité de rupture a brusquement surgi dans le champ convenu de la politique pour les inciter à ouvrir leurs yeux.

Pour autant, les choses n'ont pas tardé à «rentrer dans l'ordre» et tout indique qu'une fois encore, l'immigration ne tiendra pas, dans la campagne actuelle, une place à la hauteur des enjeux qu'elle porte. Dans un premier temps, les pratiques coutumières de diversion ont fait florès. La principale a consisté en la mise en avant systématique d'inquiétudes présentées comme concurrentes: le «pouvoir d'achat», la crise sanitaire, le changement climatique. Aujourd'hui, la guerre à l'Est a pris le relais. Non que ces préoccupations soient infondées, loin s'en faut, mais le fait de les opposer les unes aux autres, à coup de sondages, au sein d'une seule et même échelle de valeurs, de priorités et de temporalités, comme si elles étaient commensurables entre elles, s'apparente, je le redoute, à une énième façon de «noyer le poisson».

D'ailleurs, même lorsque, presque par hasard, le sujet est mis sur la table, tous les moyens sont bons pour l'escamoter à nouveau, soit en le détournant vers des impasses sémantiques (le «Grand Remplacement»), soit en accolant à ses promoteurs les étiquettes disqualifiantes habituelles, soit en reprenant les mêmes artifices éculés (accent mis sur les courants [d'immigration] «illégaux»).

Or, pour ma part, vous le savez, je tiens le type d'immigration, que nous subissons depuis un demi-siècle, pour un événement hors catégorie, sans précédent dans notre Histoire. Et, très honnêtement, j'avoue ne pas comprendre comment des esprits libres et éclairés peuvent encore sous-estimer sa gravité.

### **Pourquoi cet enjeu est-il, à vos yeux, particulièrement grave?**

Il suffit pourtant d'en énumérer froidement les caractéristiques, pour mesurer l'impact de ce qui nous arrive: volume massif des flux, vocation de peuplement, absence de régulation politique et économique, majorité de civilisation extra-européenne et musulmane, esprit de revanche post-colonial, réticence à la mixité, préférence pour l'endogamie, cristallisation en diasporas, taux de fécondité supérieur à celui du peuple d'accueil, et surtout - novation inouïe - évolution non-convergente au fil des générations.

A mes yeux, ce bouleversement progressif de la population française, s'il n'est pas l'unique défi auxquels nous sommes confrontés, est le seul qui menace directement la paix civile sur notre territoire.

### **Vous avez été ambassadeur, puis directeur général de la DGSE. Comment avez-vous été amené à formuler un jugement aussi sévère sur la question de l'immigration?**

J'ai entièrement consacré ma vie à l'étranger. Ce qui me vaudra, je l'espère, l'indulgence du jury et, notamment, d'échapper à l'accusation - classique mais

rédhibitoire - de «repli frileux sur un hexagone rabougri». D'abord, je rappelle que, dans l'exercice des deux métiers que vous avez cités, le déni du réel et son corollaire, le «wishful thinking», constituent des fautes lourdes, de nature à se voir montrer la sortie. Si, donc, je mets les «pieds dans le plat», c'est au nom de ces décennies d'expérience, qui m'ont appris à lire le monde tel qu'il est, et maintenant qu'il est entré chez nous, à regarder mon pays tel qu'il devient. Et, à ce titre, je crains de devoir tempérer quelque peu les nouvelles rassurantes, que l'on nous sert, à longueur de journée, sur la généralité humaine.

En effet, au contact des milliers d'étrangers que j'ai côtoyés, j'ai pu vérifier la validité lancinante de constats, autrefois banals, aujourd'hui tabous. A savoir que, si la nature nous réunit, la culture impose entre les groupes que nous formons, une distance qui peut aller jusqu'à exclure leur cohabitation. De même, passée une masse critique, les interactions individuelles - jamais irréparables - cèdent la place à des forces collectives, qui n'obéissent en rien aux mêmes lois. Soit un effet de seuil, qui commande, entre autres, l'acculturation: possible en deçà, irréalisable au-delà. Si bien que ce que l'on dénonce avec horreur sous le nom d'amalgame n'est, au fond, que l'observation d'un fait, déterminé par le nombre.

De sorte que le monde que dessinent ces «collectivités en action» n'est ni plaisant, ni souriant. D'un côté, ne nous le cachons pas, nul sentiment n'y est plus répandu que la xénophobie, en particulier au sein des pays dont nous recevons les immigrants. D'un autre côté, toutes - je dis bien toutes - les sociétés «multi» sont vouées à des déchirements plus ou moins profonds. Et dans ce cadre, il arrive que les minorités soient violentes et gagnantes, les majorités placides et perdantes, voire que les victimes n'en soient pas, car responsables de leurs malheurs.

En conversant avec nombre de personnalités  
politiques, j'ai pu mesurer le fossé qui  
séparait leurs propos publics des jugements,  
moins amènes, qu'ils émettaient en privé, sur  
les effets de l'immigration dans leurs fiefs  
électoraux

Enfin, il faut admettre que l'Occident, dont la France ne saurait s'exclure, est une exception, dont la domination écrasante sur les affaires de la planète - couronnée par la Globalisation - a partout semé envie et ressentiment.

Dans ce contexte, l'islam, entré en ébullition en réaction à cet ultime avatar de notre suprématie, est devenu le porte-drapeau des «humiliés et offensés», l'emblème du refus, voire du rejet, de ce que nous sommes, alors que la Chine et l'Asie, pareillement outragées, choisissaient de nous défier sur notre créneau de la compétition économique: le fait que l'arc musulman ne compte aucune démocratie mais concentre au moins 80 % des crises «chaudes» de la planète, le fait aussi que ses formes de contestation (jihadisme, salafisme, islamisme) se retrouvent à l'identique sur notre sol, en disent long sur l'insatisfaction d'un acteur historique de première grandeur, à la fois dynamique et rétrograde, dont il est clair qu'après des siècles d'absence, il a repris - via l'immigration - sa marche en avant sur la rive nord de la Méditerranée.

Dernier enseignement, franco-français celui-ci: en conversant avec nombre de personnalités politiques dans la quiétude des salons d'ambassade, j'ai pu mesurer le fossé qui séparait leurs propos publics des jugements, moins amènes, qu'ils émettaient en privé, sur les effets de l'immigration dans leurs fiefs électoraux.

### **Quelles conclusions en tirez-vous?**

La première est que, si la coopération entre les civilisations est désirable, elle reste moins probable que leur rivalité, proportionnelle à leurs disparités culturelles, imbrications territoriales et conflits antérieurs. La deuxième est qu'il n'y a aucune raison que les désastres observés ailleurs ne se reproduisent pas chez nous, pour peu que les mêmes ingrédients y soient réunis: ne nous prétendons pas plus intelligents que les Libanais ou les Yougoslaves. La troisième est qu'il vaut mieux prévoir le pire pour avoir une chance de le prévenir et qu'au fond telle est la fonction du régalien, auquel j'ai consacré ma vie.

### **À VOIR AUSSI - Sarcelles: L'impossible vivre-ensemble?**

J'en ai conclu que, derrière la générosité des discours, personne ici-bas ne faisait de cadeau à personne, qu'en conséquence l'émotion et la compassion n'étaient pas les plus fiables des outils d'analyse, que les conseillers - fussent-ils le New York Times ou d'honorables ONG - n'étaient pas les payeurs et que, si nos dirigeants renonçaient à défendre nos intérêts vitaux, sur notre propre territoire, personne ne le ferait à leur place.

C'est ce corpus ultra-réaliste et, je le reconnais, désenchanté - mais, vous en conviendrez, pas vraiment réfuté par les événements du moment -, qui a servi de trame à mes réflexions, non sur l'immigration en général, inévitable et parfois souhaitable, mais sur le ressac des vagues «anormales» qui s'abattent sur nous depuis les années 70 et dont seuls des rêveurs ou des hypocrites peuvent tirer un bilan «globalement positif».

### **Plusieurs candidats à la présidentielle ont avancé des solutions pour**

## **maîtriser les flux migratoires. Celles-ci sont-elles satisfaisantes?**

Nous n'avons d'autre choix, si nous voulons vraiment reprendre le contrôle de notre démographie, que d'opérer un renversement de cap à 180 degrés, c'est à dire envoyer le message, urbi et orbi, «loud and clear», que la France ne sera plus, pour l'avenir prévisible, une terre d'accueil. Ce qui suppose une approche globale du problème et une intransigeance de tous les instants pour la mettre en oeuvre.

Si la coopération entre les civilisations est  
désirable, elle reste moins probable que leur  
rivalité, proportionnelle à leurs disparités  
culturelles, imbrications territoriales et  
conflits antérieurs

Toute émigration est, en effet, activée, à la fois, par un facteur «push» (qui incite à quitter le pays d'origine) et un facteur «pull» (qui attire vers le pays de destination). N'ayant guère le moyen d'agir sur le premier - l'invocation rituelle du «co-développement» ne dupant plus personne -, nous n'avons d'autre solution que de réduire notre attractivité à zéro.

Je ne perçois pas, chez nos néophytes - et, soit dit en passant, encore moins chez le Président-candidat, pour qui l'immigration reste un angle mort - la féroce inflexibilité qu'appelle l'urgence absolue. Sans compter le colossal travail de «rétropédalage» historique, qu'exige la restauration du «pouvoir de faire et d'empêcher» de l'Etat National, aux lieux et place du «laissez aller, laissez passer», que nous proposent la Société des Individus et son extension européenne.

### **Il serait donc, selon vous, trop tard?**

En tous cas, il est bien tard. Car voyons les choses en face. Nous avons désormais affaire non plus à des individus dispersés, soit autant de «cas particuliers», en quête chacun d'avenir meilleur, mais à des «diasporas», c'est à dire des réalités collectives, solidement ancrées dans notre sol, fermement décidées à y persévérer dans leur être et dont la dynamique holiste dépasse et emporte la destinée particulière de leurs membres. Pour moi, c'est une circonstance a priori banale - la rencontre de football France-Algérie en 2001, déjà bien oubliée - qui a marqué symboliquement ce basculement.

Pour être plus explicite, une «diaspora» est une entité, formée d'immigrés et de

leurs descendants - y compris, fait capital, de nationalité française -, dont les effectifs, regroupés dans l'espace, atteignent une masse critique suffisante pour que la pression sociale y favorise la pérennisation des croyances et modes de vie des pays d'origine, avec lesquels les relations demeurent intenses: ainsi se forment spontanément des enclaves étrangères, plus ou moins fermées, tournant le dos au pays d'accueil et à ses mœurs.

Maintenant que ces noyaux durs sont fermement incrustés, il est bien naïf de croire que les clivages qu'ils portent comme la nuée l'orage, soient exclusivement de nature économique et, donc, solubles dans la quantité. En fait, ces différences sont, d'abord et surtout, de type qualitatif, donc a priori non négociables. Elles recourent même très exactement les conflits indécidables qui ont causé nos pires malheurs dans le passé: le dissentiment religieux (en l'occurrence, celui, millénaire, entre l'islam et le christianisme, de part et d'autre de la Méditerranée), l'antagonisme colonial (autrement dit, la guerre des mémoires, pas davantage monnayable que celle des croyances), le prisme racial (qui tend insidieusement à rapprocher le statut de nos immigrés de celui des descendants d'esclaves noirs américains, avec les mêmes effets calamiteux qu'outre-Atlantique).

Ne nous cachons pas la vérité. Un tel triptyque est voué à provoquer des enchaînements quasi-mécaniques, dont nous voyons poindre les prémices, ainsi que je l'ai déjà indiqué: progression accélérée de la défiance sociale, séparation des ethnies (preuve par neuf de la faillite du «multi»), rivalité pour le contrôle des enclaves (en parodie des guerres coloniales), propension multiforme à la violence.

Oui, il est très tard. Si l'on veut éviter qu'il ne soit trop tard, écoutons Monsieur de La Palice, quand il nous rappelle qu'il n'est pas d'effets sans causes et que, pour contrecarrer les premiers, il faut au minimum commencer par s'attaquer aux secondes.

**Cet hiver à la frontière polonaise se pressaient des migrants d'origine syrienne envoyés par la Biélorusse pour faire pression sur l'Union européenne. Ce printemps, ce sont des réfugiés ukrainiens fuyant les bombes russes qui se sont rués vers les frontières européennes. Que vous inspirent ces deux évènements?**

Ce qui s'est passé à la frontière polonaise, au cours des derniers six mois, illustre la complexité et la variété des problèmes que posent les flux de population aujourd'hui. Nous avons à faire, en effet, à deux cas de figure diamétralement opposés, qui ne nous concerneraient qu'indirectement, s'ils ne mettaient, une nouvelle fois, en cause l'Union Européenne.

Au cours du premier épisode, les migrants ont été l'objet d'une lutte entre États, donc sans rapport avec les flux auto-générés d'outre-Méditerranée, auxquels

nous sommes abonnés. En l'occurrence, ils ont été le jouet des relations entre la Russie, la Biélorussie et la Pologne, pimentés d'un zeste d'activisme ottoman, l'Union européenne ne faisant que réagir à ces interactions. Ce qui est clair, néanmoins, à la lumière de cet exemple, c'est que l'émigration vers notre continent est aussi devenue une arme de guerre contre lui, aux mains d'Etats qui la manipulent au gré de leurs intérêts. La Turquie est passée maître dans cet art du chantage, mais d'autres (les milices libyennes, le Maroc) s'y emploient à l'occasion, tout comme, donc, en dernier lieu, la Biélorussie.

L'émigration vers notre continent est aussi devenue une arme de guerre contre lui, aux mains d'Etats qui la manipulent au gré de leurs intérêts.

Ce à quoi nous assistons depuis l'invasion de l'Ukraine, est un phénomène radicalement différent. Il s'agit là d'un afflux massif, non pas d'immigrés, ni de migrants, mais d'authentiques réfugiés de guerre, principalement de femmes, d'enfants et de vieillards, dont l'intention, semble-t-il très majoritaire, est de ne pas s'installer définitivement dans les pays qui les accueillent.

Néanmoins, ces deux séries d'évènements ont en commun de se dérouler aux pseudo-frontières de l'Union Européenne, laquelle est devenue la cible privilégiée des mouvements de population, pour deux raisons: d'abord, à l'évidence, du fait de son haut niveau de revenus, mais aussi parce que les sociétés qui la composent vivent toutes, désormais, sous le régime de la «Société des Individus».

### **Qu'est-ce que cette société des individus, et en quoi est-elle selon vous une particularité européenne?**

La Société des Individus présente, entre autres, deux caractéristiques. D'une part, elle fait de chaque être humain vivant, quelle que soit son origine et sa nationalité, européen ou non, l'ultime décideur de son sort, à commencer par le choix de ses déplacements et lieux d'existence, au sein d'un espace mondial indifférencié. D'autre part, en se prétendant la pointe avancée d'une émancipation humaine, gouvernée par les lois de la dialectique, elle est amenée à condamner le modèle immédiatement antérieur de l'Etat National, symbole et gardien de son antithèse, à savoir un espace cloisonné par le politique.

**À VOIR AUSSI** - «Défense d'entrer»: enquête au coeur des quartiers prioritaires

Aussi cette configuration est-elle spontanément «immigrationniste». En premier lieu, parce que, se voulant universaliste, elle répugne à faire la différence entre l'autochtone et l'étranger, et, par extension, à admettre l'existence de limites entre un dedans et un dehors. En deuxième lieu, parce que, logiquement, elle n'interprète la matière sociale que comme une somme de relations interpersonnelles, de «cas particuliers» et de «faits divers» sans liens entre eux, ce qui réduit, de fait, la sphère du collectif aux registres folkloriques du divertissement et de l'art culinaire, et plus généralement du «tourisme», comme Nietzsche l'avait si génialement entrevu. Enfin, parce que, je l'ai dit, tout en érigeant le rempart de l'Etat National en contre-modèle, la Société des Individus porte un regard paradoxalement indulgent sur l'antépénultième strate des Communautés Naturelles, dans la mesure où, prééminente chez les immigrés, celle-ci est considérée comme la victime historique dudit État dans sa version «coloniale», lequel se retrouve pris en sandwich par cet improbable duo.

Or, la superstructure bruxelloise, loin de contredire ce schéma, en est devenu l'accomplissement le plus pur, transformant notre «petit cap» de l'Asie en zone - unique au monde- d'aplatissement étatique, d'auto-désarmement politique et d'effacement frontalier. Soit ce que l'on appelle l'espace Schengen, perméable à tous les courants, alors même que la géographie l'encercle d'étendues turbulentes et vengeresses, ainsi que d'entités rapaces, prêtes à tout pour exploiter ses faiblesses.

Comme si la maîtrise de l'immigration  
contemporaine n'était pas, en elle-même,  
une tâche herculéenne, nous l'avons  
entravée, compliquée et envenimée à plaisir.

Comme si la maîtrise de l'immigration contemporaine n'était pas, en elle-même, une tâche herculéenne, nous l'avons entravée, compliquée et envenimée à plaisir, en plaquant, sur la couche des Etats, rendus à l'impuissance, un dispositif «accélérationniste». Pire, nos dirigeants semblent attendre de ce dispositif qu'il joue le rôle d'un filtre, alors qu'il a été précisément conçu, calibré et programmé pour l'inverse. Cet entêtement à creuser davantage, afin de sortir d'un trou où l'on s'est soi-même enfoui, serait comique, si les conséquences n'en étaient dramatiques.

**Vous dites que la société des individus, qui se veut ouverte, est paradoxalement celle qui a le plus besoin de fermeture. Pouvez-vous expliquer ce paradoxe?**



Ce n'est là qu'une des très nombreuses contradictions de notre société, qui en font, à bien des égards, un voyage en Absurdistan.

En effet, nous ne nous interrogerons jamais assez, non seulement sur la radicale nouveauté de la Société des Individus, mais aussi sur l'arrogance de son ambition, qui prétend transférer la souveraineté - le pouvoir du «dernier mot» - aux milliards d'individus vivant sur la planète à un instant donné, chacun d'eux étant sommé de «choisir» sa vie, que cela lui plaise ou non. Le tout en jetant un voile pudique sur l'appartenance à des groupes circonscrits, en rivalité (ou en coopération) pour leur survie, leur indépendance et leur puissance. En d'autres termes, un modèle qui refuse de faire la différence entre les aspirations du comptable suédois et du guerrier pachtoun, du geek californien et du berger sahélien, du paysan béarnais et du jeune «harrag» algérien, comme si tous étaient interchangeables et disposés à jouer le même jeu.

Il va de soi que ce paradigme est frappé, d'emblée, d'une vulnérabilité à la mesure de son irréalité.

En effet, même pour les tenants du système, la marge de viabilité est étroite: leur comportement ne doit à aucun prix sortir du couloir exigü défini par «l'Etat de droit», autrement dit le «politiquement correct», mais sans y être contraint par la coercition. En pratique, il s'agit pour eux, d'une part, de souscrire inconditionnellement à des valeurs «enveloppes» (tolérance, transparence, «respect») et, d'autre part, de participer à des mécanismes de conciliation de leurs «contenus» (marché, contrat, communication). A cette «ceinture» officielle, s'ajoutent les «bretelles» officieuses, plus sûres, d'un verrouillage par l'affect: d'un côté, la culpabilité (seconde guerre mondiale, colonisation, climat), de l'autre, la peur (là encore le climat, la sécurité sanitaire, la «guerre à nos portes»). Enfin, dernier rebouclage, on place le système sous le magistère moral et la surveillance active des juges et des media, devenus les chiens de garde d'un ordre social et «moral», prétendument horizontal. En bref, au nom même de leur liberté, et pour ne pas basculer dans l'anarchie qui les guette, les convaincus de la Société des Individus se doivent d'observer une discipline de tous les instants, à base de travail sur soi, d'auto-censure et d'intériorisation des interdits. Pour délivrer leurs corps, il leur faut accepter d'enfermer leurs esprits, sauf à «déraper» hors du corridor, véritable catastrophe qui met en péril tout l'édifice.

On aura compris que ce modèle est réservé à une catégorie restreinte, celle du «Gentil Bobo», petit bourgeois des métropoles et de la «nouvelle ruralité», qui réussit à cumuler tout à la fois un conformisme cool, un haut degré d'ignorance ou de lassitude historique, le refus unilatéral de la culture de l'honneur, la disposition à tendre l'autre joue, la pratique généralisée de l'euphémisme, en un mot la bienveillance et la non-violence de principe envers l'Autre (aussi longtemps que les enfants de celui-ci ne fréquentent pas la même école que les siens).

Or, nous sommes là en présence d'une «espèce à protéger», tellement antinomique de tout ce que l'espèce humaine a produit jusqu'ici, qu'elle ne peut survivre et prospérer que dans l'enceinte d'une sorte de zoo, coupé de tout ce qui ne lui ressemble pas. Pour faire court, une société «ouverte» qui a besoin d'être «fermée» pour rester «ouverte»: la quadrature du cercle.

Cette approche angélique ne se rencontre nulle part ailleurs qu'en Occident, lequel n'y est parvenu qu'à la suite d'un long cheminement solitaire.

### **Nous sommes les seuls à avoir ce modèle?**

En effet, cette approche angélique ne se rencontre nulle part ailleurs qu'en Occident, lequel n'y est parvenu qu'à la suite d'un long cheminement solitaire. De notre point de vue, ce périple modernisateur a vu se succéder, je l'ai dit, les Communautés Naturelles (présentes partout), l'Etat National Moderne (première de nos inventions, répandue par la colonisation), enfin la Société des Individus (zénith de l'occidentalisation, diffusé par la Globalisation).

De fait, cette utopie est encore largement minoritaire, non seulement au loin de nos frontières, mais aussi - ce qui est plus grave - à l'intérieur. Toujours en résumant beaucoup, on peut avancer que les immigrants ont massivement réimplanté sur notre sol les Communautés Naturelles, tandis que l'imaginaire des Français, autochtones et assimilés, reste profondément attaché à l'Etat National. D'où un espace au minimum tripartite, mais en pratique infiniment plus fragmenté, où l'oligarchie qui se donne le monde pour horizon et l'Humanité pour boussole, entend formater les mentalités sans y parvenir vraiment: celles-ci, même fortement perfusées par les séductions de l'individualisme, lui résistent encore au nom de la «persistance des agrégats» et de «l'inertie des affections».

Donc, c'est vrai, nous vivons dans une sorte de magasin de porcelaine, où se meuvent, avec des docilités inégales, ces vieux éléphants remuants que sont les nostalgies nationales et communautaires. Ou, si vous préférez, la Société des individus est tellement «en avance» par rapport au ressenti de la majorité de la population, qu'elle flirte en permanence avec le chaos et, à la limite, la «guerre de tous contre tous». Sans autre filet de sécurité que l'espoir de voir le virus du narcissisme finir par pénétrer suffisamment les cerveaux, pour qu'ils perdent à jamais l'idée saugrenue de fomenter des projets alternatifs.

**La crise du Covid a été l'occasion d'un retour du «politique» sur l'**

**««économique» dans les démocraties libérales. Celui-ci peut-il selon vous s'avérer pérenne, et permettre de reprendre à bras-le corps les sujets régaliens comme la maîtrise de nos frontières?**

Il est exact que la crise du Covid aurait pu être l'occasion théorique d'un «retour» du politique, sous un régime qui a renié sa légitimité, au point d'en oublier l'existence. On aurait, d'ailleurs, pu en attendre autant du terrorisme de masse et, maintenant, de l'invasion de l'Ukraine (quoique à un degré moindre, n'y étant pas en première ligne). De même, l'immigration aurait pu et dû offrir un champ privilégié à une telle remise en question.

Le retour du politique nous a été imposé par  
les évènements, sans qu'il y ait eu, au départ,  
la moindre volonté de nos dirigeants de  
remonter le cours du temps

Au fond, qu'est-ce que le Politique? Beaucoup d'autres avant moi, infiniment plus qualifiés, se sont risqués à répondre à la question. Pour ma part, je le définirai comme l'activité qui vise à assurer la pérennité des groupes humains. Il est donc inséparable d'une aventure collective, située dans l'espace et dans le temps, dont il assume la responsabilité de la continuité. Dans notre sphère de civilisation, ce projet collectif a fini par se confondre avec l'Etat National. Par temps calme, le Politique ne fait qu'affleurer en surface. Il n'émerge en pleine lumière, dans toute sa singularité, que lorsque la tempête se lève et que la mort redevient l'enjeu déterminant. Ou encore, selon Carl Schmitt, quand l'on est obligé de distinguer entre l'ami et l'ennemi. Dans ces circonstances, loin de tergiversations, il devient impératif de prendre des décisions tranchées, c'est à dire non-juridiques, discrétionnaires et souvent négatives, la plus haute manifestation du politique étant, à mes yeux, de dire non à la facilité. La Raison et le Secret d'Etat deviennent alors des armes justifiables, fussent la morale et le sentiment en souffrir.

On voit par là en quoi notre Société des Individus, en prenant le contrepied de l'Etat National, se révèle anti-politique par essence, puisqu'elle contredit tout ce que je viens d'énoncer: les appartenances, la verticalité, le discrétionnaire, et même l'éventualité de la mort, considérée comme un scandale, dès lors que, pour l'individu isolé, «né orphelin, mort célibataire», la vie est une occasion unique à prolonger le plus longtemps possible.

C'est dans ce contexte que nous est «tombée dessus» l'épidémie. En fait, ce que vous appelez le retour du politique nous a été imposé par les évènements,

sans qu'il y ait eu, au départ, la moindre volonté de nos dirigeants de remonter le cours du temps.

Plongés dans cette situation, ces mêmes dirigeants, mais aussi, avec eux, beaucoup de nos compatriotes, se sont retrouvés comme une poule devant un couteau: les premiers avaient perdu jusqu'au souvenir du commandement, les seconds de l'obéissance. Il s'en est suivi une grande désorientation de la société, prise au dépourvu par ce «flash-back» inattendu. D'où une invraisemblable série de pataquès: d'un côté, un pouvoir, qui, loin de retrouver une authentique inspiration politique, s'est abrité derrière son contraire, id est la tyrannie des experts, et, de l'autre, une opinion tourneboulée, où les habituels défenseurs de la loi et l'ordre se sont révélés les plus insoumis des individus.

En bref, une expérience peu concluante, pleine d'impréparation et d'improvisation, qui a confirmé la fameuse expression de Marx, selon laquelle les événements, d'abord vécus en tragédie, se répètent en farce, ou le non moins célèbre aphorisme d'Héraclite, qui veut que l'on ne se baigne jamais deux fois dans la même eau d'un fleuve.

### **Êtes-vous optimiste?**

Si je refuse de perdre espoir, je ne nourris pas non plus d'illusions excessives quant à la possibilité d'une reprise en mains «politique» des courants d'immigration. Quand on constate que le programme de l'actuel chef de l'Etat, candidat à sa réélection, continue d'ignorer superbement le sujet, on se prend à réfléchir sur ce que l'Histoire peut comporter d'inéluctable et d'irréversible, même si, ce faisant, elle nous conduit droit vers les plus grands des malheurs. Pour conclure, tout en essayant d'éviter la paranoïa, j'avoue sans ambages être obsédé par la menace que l'immigration, telle que nous la connaissons, fait peser sur l'avenir de notre pays. Si rien n'est décidé pour la réduire à sa plus simple expression, toute mes expériences accumulées me font prévoir un futur sombre, et même très sombre, pour nos enfants et petits-enfants. Au mieux, s'achemineront-ils vers un effondrement insoupçonné de leur qualité de vie (l'implosion) ; au pire, c'est vers de terribles affrontements que nous les dirigeons (l'explosion). Le plus probable étant une combinaison des deux, dans une confusion croissante.

Tous nos gouvernants sans exception, mais aussi beaucoup de nos compatriotes, ont préféré regarder ailleurs. Les premiers par lâcheté, puisqu'ils n'en pensaient pas moins. Les seconds par naïveté, insouciance ou idéologie. Ce comportement d'autruche m'angoisse encore davantage qu'il ne m'exaspère. Pour nos jeunes, intellectuellement désarmés par la scolarité compatissante qui leur a été servie, les réveils risquent d'être terriblement difficiles. Mais, alors, quelle responsabilité pour tous ceux qui, bien qu'ayant eu la possibilité de l'empêcher, auront laissé s'installer cette bombe à mèche lente et ne seront plus là pour en subir la déflagration.

